

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 SEPTEMBRE 2020

L'an deux mille vingt, le 11 septembre à 20 h 30, le conseil municipal de la Commune de Saint Sylvestre, dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire, à la salle polyvalente, sous la présidence de Madame Angélique TERRANA, Maire

Date de la convocation : 7 septembre 2020

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 12

Nombre de membres votants : 14

Présents : Mme Angélique TERRANA, MM. Bernard GIBAUD, Benjamin COLLIN, Mmes Géraldyne MORELL-BONNEAU, Sabine RICHEN, Marie-Claire VASSEUR, MM. Frédéric MORA, Jérôme BERLAND, Raymond FAURE, David BUCHET, Frédéric ROUMILHAC, M. Nicolas FERMOND

Excusés: M. Yves LACROIX (procuration à Mme Angélique TERRANA), Mme Sophie BOUSSAROQUE (procuration à M. Jérôme BERLAND), Mme Mireille KIEFFER

Secrétaire de séance : M. Frédéric ROUMILHAC

ORDRE DU JOUR

- Virement de crédit correspondant au remboursement de la part communale d'un permis de construire annulé ;
- Virement de crédit correspondant aux taxes de l'agence de l'eau ;
- Retrait de la délibération d'attribution d'un bon-cadeau pour les naissances ;
- Désignation d'un référent pour l'Ambroisie ;
- Droits de préemption sur la parcelle D 1193, 6, Les Vieilles Sagnes ;
- Choix des entreprises pour la construction du City Stade ;
- Choix de l'entreprise d'élagage pour l'arrivée de la fibre ;
- Choix du géomètre pour le terrain du hangar municipal ;
- Questions diverses.

VIREMENTS DE CREDITS – EXERCICE 2020

Madame Le Maire informe le conseil municipal que :

- des crédits n'ont pas été inscrits au chapitre 014 et qu'il convient de faire un virement de crédit correspondant aux reliquats des taxes de l'agence de l'eau pour un montant de 143,00 €,
- et que les crédits sont insuffisants au chapitre 10 article 10226 remboursement de la taxe d'aménagement pour un montant de 705,00 €.

Madame le Maire expose à l'assemblée qu'il est donc nécessaire d'effectuer les virements de crédits ci-après au budget de l'exercice 2020

CHAPITRE – ARTICLE	libelle	MONTANT
Chapitre 10 - art. 10226	Taxe d'aménagement	+ 705.00
Chapitre 21 – art. 2116	Travaux cimetière	- 705.00
Chapitre 014 – art. 706129	Redevance AELB	+ 143.00
Chapitre 011 – art. 6161	Primes d'assurance	- 143.00

Le conseil municipal, à l'unanimité approuve les virements de crédits ci-dessus.

RETRAIT DE LA DELIBERATION N° 2020-5 DU 5 MARS 2020 A LA DEMANDE DU PREFET CONCERNAT L'ATTRIBUTION D'UN BON CADEAU DE NAISSANCE AUX ENFANTS N2S EN 2019 ET DOMICILIES SUR LA COMMUNE

Madame le Maire expose au conseil municipal que la Préfecture de la Haute- Vienne lui demande d'inviter le conseil municipal à procéder au retrait de la délibération n° 2020-5 du 5 mars 2020

« attribution d'un bon cadeau aux enfants nés en 2019 et domiciliés sur la commune », cette dernière étant considérée comme un acte litigieux.

Aucun texte réglementaire ou législatif n'autorise le vote d'une telle décision s'agissant de l'utilisation de fonds publics au profit de tiers dans le cas d'espèce.

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide d'annuler la délibération n° 2020-5 du 5 mars 2020.

CHOIX DE L'ENTREPRISE D'ELAGAGE POUR L'ARRIVEE DE LA FIBRE

Madame le Maire présente au conseil municipal deux devis pour l'élitage des routes afin de préparer l'arrivée de la fibre.

L'entreprise Christian PIQUEPAILLE a établi un devis s'élevant à 49 420,00 € HT soit 59 304,00 € TTC correspondant à 17,650 km à 2.80 € HT

Le devis de l'entreprise Vincent POIRIER s'élève à la somme de 60 010,00 € HT soit 72 012,00 € TTC correspondant à 17.650 km à 3.40 € HT

Le métrage est à revoir.

Le conseil municipal retient l'entreprise PIQUEPAILLE pour un montant de 2.80 € HT le ml.

VOTE

Pour : 13

Abstention : 1

DEMANDE D'AVIS SUR L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION SUR LA VENTE D'UNE PARCELLE DE TERRAIN AU LOTISSEMENT DES BEIGES

Madame le Maire présente au conseil municipal une demande d'Acquisition d'un bien soumis à droit de préemption urbain.

Il s'agit de la parcelle cadastrée section D n° 1193 dont la vente est prévue à un prix de 5 500,00 €.

Invité à se prononcer et après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité décide de ne pas faire valoir son droit de préemption urbain sur le bien cadastré section D n° 1193.

QUESTIONS DIVERSES

Monsieur David BUCHET propose la rédaction d'une motion portant sur les pratiques et la nécessité de la chasse en milieu rural.

Fin de la séance du Conseil Municipal à 22 H 15.